

Un ministre tunisien limogé après avoir lié wahhabisme saoudien et terrorisme

AFP

Le ministre tunisien des Affaires religieuses, Abdeljalil Ben Salem, a été limogé vendredi pour "atteinte aux fondamentaux de la diplomatie tunisienne", au lendemain de propos dénonçant le lien entre le wahhabisme saoudien et le terrorisme.

"Le chef du gouvernement (Youssef Chahed) a relevé de ses fonctions le ministre des Affaires religieuses Abdeljalil Ben Salem", a indiqué dans un communiqué la présidence du gouvernement. Selon la même source, ses déclarations "ont porté atteinte aux fondamentaux et principes de la diplomatie tunisienne".

Le portefeuille a été confié par intérim au ministre de la Justice, Ghazi Jribi.

M. Ben Salem avait affirmé jeudi, devant le Parlement, avoir eu "l'audace" d'interpeller deux hauts responsables saoudiens, dont l'ambassadeur du royaume à Tunis, sur l'influence néfaste du wahhabisme en tant que vecteur du "terrorisme".

"J'ai dit aux Saoudiens (...), avec audace: +Réformez votre école car le terrorisme historiquement vient de là. Je vous dis cela avec amour et modestie", avait rapporté le ministre, selon un enregistrement diffusé par la radio Mosaïque FM.

"Ce qu'on voit dans le monde islamique comme extrémisme et terrorisme provient de cette école (wahhabite), que ce soit de bonne ou de mauvaise foi (...). Ce genre de pensée et cette école ne peuvent qu'engendrer de l'extrémisme", avait-il avancé.

Entré en fonctions fin août au sein du nouveau gouvernement d'union de Youssef Chahed, le ministre des Affaires religieuses répondait à un député du Front populaire (gauche, opposition) sur sa volonté de "combattre la propagande wahhabite en Tunisie".

Dans la soirée, Abdeljalil Ben Salem avait tenté d'éteindre le début de polémique en affirmant dans un communiqué que la relation avec Riyad était "pleinement harmonieuse (...), au service de notre religion". "Sa solidité est telle que rien ne peut la troubler", avait-il clamé.

Plusieurs quotidiens ont toutefois fait leur Une vendredi sur ces déclarations envers le wahhabisme saoudien, une des versions les plus rigoristes de l'islam.

"Le ministre attaque le wahhabisme incubateur de terrorisme", a titré Ecchourouk. "+Le terrorisme provient de l'école wahhabite+", a rapporté Le Quotidien.

Quant à Al Maghreb, sa Une faisait état du "premier ministre tunisien à dire (publiquement): +Le wahhabisme est source de terrorisme+".

La lutte contre l'extrémisme religieux est une des priorités de la Tunisie, confrontée après sa révolution de 2011 à l'essor d'une mouvance jihadiste responsable de la mort de dizaines de soldats, policiers mais aussi de civils et de touristes étrangers.

Le pays compte des milliers de ressortissants dans les rangs d'organisations extrémistes telles que le groupe Etat islamique (EI).

Interrogé par l'AFP, l'écrivain Mazen Cherif, expert des questions religieuses, a estimé que la lutte contre ce fléau n'était "pas uniquement sécuritaire" mais devait "comprendre les aspects intellectuels du terrorisme".

"Je comprends la logique de la diplomatie mais il y a des choses où il faut trancher (...). La pensée wahhabite est un virus qui s'est propagé en Tunisie", a-t-il ajout